

# L'OUEST INDÉCIS ?

Discours prononcé par  
le Secrétaire Général de l'OTAN

**M. PAUL-HENRI SPAAK**

à l'occasion de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN



WASHINGTON, 19 NOVEMBRE 1959



Monsieur le Président,  
Messieurs,

En préparant le discours que je vais prononcer devant vous, je me suis rendu compte qu'il me fallait prendre une importante précaution. Il faut que je vous dise que je ne parle pas au nom de l'Alliance Atlantique. Au cours de mon intervention, je vais aborder un certain nombre de problèmes importants et délicats, sur lesquels le Conseil Atlantique n'a pas déjà commencé ses délibérations. Sur d'autres il n'est pas encore arrivé à une conclusion définitive, et, par conséquent, sur bien des points ce que je vais avoir l'honneur de vous dire est bien plus mon opinion personnelle que celle des quinze gouvernements de l'Alliance.

Cela me met peut-être dans une situation un peu particulière, mais mes quinze patrons jusqu'à présent se sont montrés vis-à-vis de moi extrêmement libéraux. Pour peu que je n'abuse pas de cette liberté qu'ils me donnent, ils n'y voient pas trop d'objections. Cela rend ma position plus aisée.

Je voudrais, au cours de mon intervention, aborder des sujets d'ordre assez différent.

Tout d'abord, je voudrais examiner les rapports de votre organisation avec l'OTAN et même je voudrais me permettre d'essayer de vous dire ce que je pense de la situation internationale qui est en train de se développer et des nouveaux problèmes qui se posent à l'Organisation Atlantique.

## **IMPORTANCE DES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE**

En ce qui concerne vos travaux, Messieurs, je voudrais vous dire, et ne prenez pas cela comme un compliment de circonstance ou comme une flatterie, je voudrais vous dire que je les trouve d'extrême importance et vraiment utiles et valables.

En lisant les rapports qui me sont présentés, il m'a semblé cependant discerner une certaine hésitation, un certain doute chez certains sur la réelle utilité et la réelle valeur de vos interventions, et ceci est bien compréhensible, puisqu'il faut admettre que votre situation sans statut bien fixé, bien déterminé est bien particulière.

Croyez cependant que malgré cette absence de statut bien net, on attache au Conseil de l'OTAN une très grande importance à ce que vous dites et à ce que vous faites et je n'aurai pas de peine à vous démontrer dans un instant combien cette affirmation est exacte.

Lorsque vous avez terminé vos délibérations et que l'ensemble de vos résolutions est connu, le Secrétaire Général et ses collaborateurs se penchent sur le résultat de vos travaux. Nous les soumettons au Conseil Permanent, généralement avec des commentaires.

Il faut reconnaître qu'à partir de ce moment-là, il appartient soit à un gouvernement en particulier soit au Secrétariat général, s'il le croit possible, de reprendre l'une ou l'autre de vos affirmations, d'examiner plus à fond l'une ou l'autre de vos recommandations pour voir s'il y a moyen de lui donner une certaine portée.

Je crois qu'il faut dire les choses comme elles sont, c'est une possibilité mais il n'y a à l'heure actuelle aucune obligation ni pour les gouvernements ni pour le Secrétariat général d'en faire ainsi.

Et dès lors je comprends que l'on puisse poser la question de savoir si cette méthode est satisfaisante. Si je dois donner à cette question ma réponse personnelle, je répondrai non.

## **POUR AMÉLIORER LES CHOSES**

Je crois qu'il y aurait lieu d'améliorer les choses. Vos rapporteurs ou du moins certains d'entre eux, semblent avoir essayé de le faire et je lis dans la résolution politique, au bas d'un projet dans le rapport politique, la phrase suivante : « Le Secrétaire général devrait présenter une revue annuelle...

Cette revue serait soumise au Conseil de l'Atlantique Nord et enfin chaque Ministre des Affaires Etrangères la présenterait à son gouvernement national ».

Dans le projet de réformes militaires je lis :

« Le représentant... doit être instamment prié d'obtenir... »

Messieurs, me permettez-vous de vous dire franchement mon opinion ? Je ne pense pas que la méthode qui est ainsi employée soit bonne. Je crois que c'est essayer de faire reconnaître indirectement le caractère officiel de votre organisation, et que ce n'est pas la voie qu'il faut suivre. Je crois que le problème est si important, et il est si complexe, qu'on ne peut pas essayer de le résoudre ainsi sans avoir établi un certain nombre de principes.

Je crains que des propositions comme celles que je viens de lire ne puissent être approuvées par le Conseil, car elles me semblent considérer comme définitivement réglées des questions qui continuent à se poser. Si je pouvais me permettre de vous donner un conseil, il me semble qu'il serait bon, lors d'une de vos prochaines réunions, de mettre ce point à votre ordre du jour et que vous ouvriez sur cette question une discussion, afin d'en arriver à une entente complète. Car, il faut bien le dire, le problème est extrêmement complexe et difficile à résoudre.

En ce qui me concerne, je crois qu'une organisation comme la vôtre, qui n'est pas une émanation des gouvernements, apporte une aide d'une exceptionnelle importance. Elle réunit chaque année les représentants parlementaires des différents pays, ceux qui s'occupent plus particulièrement des problèmes internationaux et des problèmes de l'Alliance, ceux qui lui ont montré aussi le plus d'attachement et qui ont bien compris son importance. C'est vraiment une occasion exceptionnelle pour une discussion et un examen de conscience.

## L'UTILITÉ D'UN CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Je suis de plus en plus persuadé — je l'ai toujours été, mais je le suis de plus en plus — qu'une organisation comme l'Organisation Atlantique ne peut pas bien vivre et se développer sans le réel soutien d'une élite parlementaire. J'ajoute que, souvent, j'ai l'impression qu'un vrai contrôle parlementaire ne serait pas dans l'Organisation Atlantique une chose inutile. Pour le moment, personnellement, je suis plus un fonctionnaire qu'un homme politique. J'appartiens plus au côté adminis-

trafic des choses qu'au côté politique. Eh bien, l'expérience que je suis en train d'acquiescer rejoint mon expérience politique, et je crois pouvoir dire que la peur d'un parlement est, pour une administration, le commencement de la sagesse. Supprimer cette peur d'un parlement, supprimer ce contrôle parlementaire est, je crois, une chose qui n'est pas heureuse en démocratie. Et, personnellement, il y en a — je crois — qui, dans cette voie, seraient disposés à aller assez loin.

Ceci dit, il ne faut pas se dissimuler que les difficultés sont énormes. D'abord, force est de reconnaître que, dans les quinze pays qui forment l'Alliance Atlantique, on n'a pas du rôle du Parlement, de sa place dans sa vie publique, de sa compétence et de ses pouvoirs, la même idée exactement et il y aurait là un travail de réconciliation très compliqué, je le crains, à effectuer. En outre, par une expérience qui nous est commune, plusieurs d'entre vous savent combien il est dangereux de créer des assemblées politiques et parlementaires sans pouvoir. Nous avons maintenant en Europe sur ce sujet une expérience déjà grande. Et, j'ai pour ma part assisté à ce que je ne peux pas appeler le déclin de l'Assemblée Consultative de Strasbourg, qui se débattait dans une situation presque impossible : une assemblée à laquelle le pouvoir exécutif ne donnait que trop peu d'importance, une assemblée consultative que le pouvoir exécutif ne consultait jamais. Aussi, je le pense, cette situation officielle comporte-t-elle pour une assemblée des avantages et des inconvénients difficiles à apprécier, et la création d'une telle assemblée n'emporte-t-elle pas nécessairement l'assurance du succès ?

Si je puis me permettre de vous donner un conseil, c'est de mettre ce problème à l'étude. Vous êtes les mieux qualifiés pour procéder à cette étude et faire un jour des propositions concrètes à cet égard que les gouvernements seront obligés d'examiner.

En attendant, nous sommes forcés de nous contenter de ce qui existe et, suivant en cela les méthodes actuellement appliquées, je voudrais dire quelques mots de vos diverses résolutions.

## LES RÉOLUTIONS

Sur les résolutions politiques et militaires, j'ai, pour le moment, peu de chose à dire, car je traiterai de ce sujet lorsque j'examinerai la situation internationale. Il m'a semblé, en lisant le rapport sur la défense, que vous demandez ce que demandent nécessairement les gens qui ont compris l'import-

tance de l'Organisation Atlantique : vous demandez un renforcement de l'appareil de défense. Dans le domaine politique, vous demandez plus de part dans la conduite de la politique extérieure ; vous demandez à suivre les négociations, à être informés avec confiance et en même temps à soutenir en retour une politique ainsi conduite. Tout cela me paraît excellent, mais tout cela peut donner lieu, entre vous et moi, ou entre vous et une Organisation Atlantique, à des discussions importantes.

J'ai lu également avec grand intérêt le rapport sur les questions économiques, présenté par le Sénateur Javits, et je dois dire que j'en admire le propos, la clarté, la solidité, le réalisme. Il y a, cependant, me semble-t-il, une question préalable qui, elle aussi, devrait être soumise à votre examen et faire l'objet de votre discussion.

## LE RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'OTAN

Il faudrait, me semble-t-il, qu'une fois pour toutes, on essaie de déterminer exactement quelle peut être la compétence de l'Organisation Atlantique en matière économique. Il me semble qu'il y a sur ce sujet beaucoup d'équivoques et beaucoup de contradictions. Il est grand temps que l'on essaie de mettre quelque clarté dans le sujet. Il est rare que j'assiste à une réunion Atlantique sans que, à mon avis avec raison, on souligne souvent avec force que l'Alliance Atlantique doit être plus qu'une alliance militaire, qu'elle doit coordonner la politique extérieure des quinze pays et que, non seulement elle devrait s'occuper d'un programme économique, mais aussi en suivre le développement.

Je n'ai jamais assisté à une Assemblée Atlantique sans que ces choses aient été dites. Je suis forcé d'avouer que, lorsqu'à différentes reprises j'ai essayé de donner un sens pratique à ces résolutions, je me suis heurté à une impossibilité presque totale ; et il faut bien reconnaître que, dans ce domaine économique, les progrès et les succès de l'Organisation sont extrêmement modestes. Il m'a d'ailleurs semblé que, même dans votre organisation, certains avaient des doutes sur l'aptitude de l'OTAN à jouer un rôle dans le domaine économique, et les indications données sur certains programmes, évoquées dans le rapport du Sénateur Javits, semblaient indiquer que ces questions n'étaient pas vraiment de la compétence de l'OTAN. J'ai l'impression notamment qu'une discussion s'est ouverte sur le point de savoir si l'OTAN est compétente ou non pour

définir une politique vis-à-vis des pays sous-développés. Or, comme j'aurai l'occasion de vous le dire tout à l'heure, ceci me paraît être un des problèmes essentiels, et, c'est donc une question sur laquelle on devrait se prononcer ; l'OTAN doit-elle ou non aborder ce problème ?

Dès lors, avant d'élaborer trop de résolutions d'ordre économique, l'important me paraît être d'examiner d'abord la question de principe. A-t-on fait une erreur, oui ou non, en inscrivant l'article 2 dans le Traité ? Si ce n'est pas une erreur, si on a bien fait de prévoir une coordination possible, au sein de l'OTAN de la politique économique des pays membres, il faut le dire. Il faut que, lorsque les projets seront présentés à l'OTAN, on ne puisse plus se réfugier derrière une position de principe négative.

## **LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE**

J'en arrive au rapport du Sénateur Jackson sur les questions scientifiques. Je veux souligner que j'approuve complètement le paragraphe suivant : « Chacun des membres de la Conférence parlementaire de l'OTAN peut s'estimer fier de voir le Conseil de l'Atlantique Nord et les gouvernements des pays membres donner une suite si favorable à un si grand nombre de leurs recommandations ». Ceci n'est en aucune façon une exagération du rapporteur, c'est l'expression de la vérité et il n'y a pas de doute qu'en matière de coopération scientifique, votre Assemblée a pris l'initiative de proposer un certain nombre de suggestions qui ont été acceptées par la suite par les gouvernements. La première chose dont vous êtes les vrais initiateurs, c'est l'idée de créer un Comité Scientifique et de nommer un conseiller scientifique de l'OTAN. Ceci a été réalisé, et fonctionne bien. Je ne reprendrai pas, après le rapport, la liste des questions discutées à l'Organisation et les réalisations déjà en cours.

Je voudrais dire qu'il y a un autre domaine qui m'intéresse, à côté des réalisations d'ordre scientifique : ce sont les réalisations d'ordre culturel. Nous avons fait certains efforts au sein de l'Organisation. J'ai obtenu l'autorisation de dépenser certains crédits dans ce but, et vous savez que je suis avec intérêt les efforts faits pour créer un Institut Atlantique. Les choses sont en cours. Des gens intéressés et compétents se sont emparés de la question et peut-être aurons-nous bientôt à côté de l'OTAN un Institut Atlantique. Par conséquent, de ce côté-là, nous pouvons nous déclarer satisfaits et, parlant ici au nom



de l'Organisation tout entière, je vous remercie des initiatives que vous avez prises, de la façon dont vous les avez présentées, et je vous conseille de continuer votre tâche. L'expérience m'a appris qu'il était très difficile de demander aux gouvernements des sommes qui devraient être considérables, si on voulait embrasser d'un seul coup l'ensemble de ces problèmes scientifiques et culturels ; mais l'expérience m'enseigne que si l'on présente aux gouvernements des projets bien étudiés, des projets pratiques et répondant à des nécessités précises, les gouvernements alors montrent la bonne volonté nécessaire, et je peux dire qu'il n'y a pas un seul projet présenté par le conseiller scientifique de l'OTAN pendant ces dernières années qui, après discussion, n'ait été accepté et financé par les gouvernements. Nous avons donc, je le répète, des raisons de vous remercier, des raisons d'être satisfaits de ce qui a été accompli ; mais, ceci étant dit, je me joins au rapporteur pour dire que tout cela n'est encore rien par rapport à tout ce qui devrait être fait. Je voudrais insister un instant sur cette idée, sur l'appréciation de ce que nous avons réalisé, en face de ce qui reste à faire, parce que cette préoccupation je l'ai aussi lorsqu'il s'agit d'autres domaines de nos activités.

## **LES PROGRÈS DEPUIS 1945**

Comme tout le monde, j'ai probablement un côté optimiste et un côté pessimiste. Les jours où je suis optimiste, je suis émerveillé de ce que nous avons réussi, je vois combien la coopération internationale dans le cadre de l'Organisation Atlantique s'est développée et les résultats que nous avons obtenus. Si l'on se reporte au lendemain de la guerre, il n'est pas difficile de montrer tout ce qui, en 1945, aurait paru osé et qui, aujourd'hui, est devenu une réalité, et mon côté optimiste est pleinement « satisfait ».

Mais il y a aussi les jours où je me demande si, malgré tout ce que nous avons fait, nous allons aussi vite que les événements et, quelquefois, il me semble que les événements vont plus vite que notre sagesse et qu'il faudrait décupler notre audace pour être sûrs, dans cette course qui se livre dans le monde, d'arriver les premiers. Je ne puis donc qu'insister pour que vous continuiez votre effort. Voilà, Messieurs, ce que j'avais à vous dire au sujet de vos relations avec l'Organisation Atlantique.

Je voudrais maintenant passer à la deuxième partie de mon exposé et essayer de vous dire comment je vois la situation

internationale et quels sont, d'après moi, les problèmes qui se posent à nous en fonction de l'évolution de cette situation.

## L'OCCIDENT HÉSITE...

Est-ce que je me trompe en disant qu'il y a à l'heure actuelle dans le monde occidental un sentiment assez étrange d'hésitation et de flottement ? Au fond, chacun d'entre nous se demande s'il est bien vrai que, au cours de ces douze mois, nous avons glissé insensiblement de la guerre froide à la « coexistence pacifique » et chacun de nous se demande comment et pourquoi ceci est arrivé. Chacun de nous se demande aussi quels sont les problèmes politiques, militaires et économiques que ce nouvel état de choses pourrait poser à l'Organisation Atlantique. Et, comme nous sommes en plein développement du processus, où rien ne paraît en définitive arrêté, il n'est pas extraordinaire de noter cette impression d'hésitation et de flottement qui me paraît, quant à moi, exister aujourd'hui.

Je ne voudrais pas me permettre, sur un sujet aussi grave, de faire un tableau caricatural des choses ou me laisser aller à un esprit trop critique. Il me semble que, pour expliquer l'état d'esprit dans lequel on se trouve, on peut, sans exagérer, ou du moins sans trop exagérer, dire à peu près ceci : il y a un an, presque jour pour jour, nous étions devant ce que nous appelions alors l'ultimatum russe en ce qui concerne Berlin. Et les plus courageux des hommes d'Etat de l'Occident pensaient que l'Europe était confrontée avec le plus important, le plus difficile et le plus dangereux problème qui se fût posé en Europe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Chacun estimait que nous étions en pleine période de crise et de tension internationale. Un an s'est écoulé et le problème de Berlin n'est pas résolu, les autres problèmes ne le sont pas plus et, cependant, beaucoup considèrent que nous sommes aujourd'hui dans une période de détente internationale.

Notre devoir est d'examiner ce qui s'est passé, de nous efforcer de le comprendre, et surtout d'en apprécier les conséquences pour l'avenir. A la réflexion, nous pouvons certes trouver quelques raisons de satisfaction et noter quelques points sur lesquels la situation s'est améliorée depuis un an. Il semble aujourd'hui évident qu'en ce qui concerne Berlin, nous ne sommes plus en présence d'un ultimatum. On nous avait dit, en novembre dernier : il faut que la question soit réglée pour le mois de mai. Le mois de mai s'est écoulé, beaucoup d'eau a passé sous les ponts et les Russes nous ont répété :

non, il n'y a pas d'ultimatum. Ils ajoutent cependant, notons-le bien, qu'il y a là un problème qui ne peut pas rester éternellement en discussion. Par conséquent, la situation s'est améliorée, si le problème au fond reste entier.

Une autre bonne nouvelle, c'est l'accord intervenu non pas sur le désarmement au fond, mais sur la procédure suivant laquelle les travaux doivent être repris. Il était réjouissant de voir l'unanimité se faire pour la création d'un nouveau Comité des Dix qui, au début de l'année prochaine probablement, va commencer à étudier suivant des directives encore mal connues, mais probablement bien précises les problèmes du désarmement. Importance des échanges de visites. La situation s'est aussi améliorée et l'atmosphère transformée du fait des visites de M. Macmillan et du Vice-Président Nixon à Moscou, du voyage de M. Khrouchtchev aux Etats-Unis et de l'annonce de sa prochaine visite à Paris. Tout cela me paraît servir incontestablement à créer une atmosphère nouvelle. Une atmosphère nouvelle est une bonne chose, mais il ne faut tout de même pas en exagérer les mérites car, même dans une atmosphère meilleure, les problèmes peuvent rester difficiles. Il y a eu un incontestable changement dans le langage employé. Et, certes, certaines choses peuvent être portées au crédit des dirigeants soviétiques. Ils semblent avoir mieux compris certaines de nos positions ; ils semblent avoir abandonné au moins certains de leurs préjugés et il semble que leur violence verbale vis-à-vis de notre monde et de nos intentions ait changé. Par conséquent, il y a les prémices d'un nouvel esprit. J'espère n'avoir rien oublié. Voilà ce qui me paraît s'être passé durant ces derniers mois. Et, je le répète, tout cela me paraît bon. Il y a longtemps que j'ai abandonné l'idée que les relations internationales pourraient se modifier à coups de baguette magique. Il y a longtemps que je suis sûr que la paix est une construction lente et de patience et, par conséquent, je ne crois pas minimiser les choses en les présentant sous leur jour vrai.

## **POSITIONS INCHANGÉES**

Ceci dit, il faut cependant reconnaître que sur le fond des problèmes, que ce soit le problème de l'Allemagne, que ce soit le problème de Berlin, rien n'a changé. Sur la question du désarmement, aucun changement fondamental ne semble avoir été apporté aux positions soviétiques, si bien que dans cette atmosphère nouvelle les problèmes restent ce qu'ils étaient déjà. Qui a changé depuis un an ? C'est une question

assez intéressante et que l'on doit se poser. Nous prétendons que ce sont les Russes et les Russes prétendent que c'est nous. Je ne sais pas encore comment ils peuvent dire que nous avons changé, car dans l'état actuel je ne vois pas où sont nos changements. Et par conséquent, comme jamais le monde occidental n'a voulu la guerre contre l'U.R.S.S. ni essayer de la préparer, le danger de guerre s'éloigne aujourd'hui dans une certaine mesure, il faut en chercher les raisons dans un changement de l'attitude soviétique. Je crois qu'il est possible d'en déterminer les raisons.

Tout d'abord, je crois qu'il faut porter, si vous voulez, à leur crédit le fait qu'ils sont infiniment plus forts qu'il y a quelques années. Je le répète encore, parce que c'est ma conviction absolue, jamais depuis la fin de la guerre mondiale le monde libre n'a pensé à faire la guerre au monde communiste. Mais le monde communiste n'a jamais cru à cette réalité. Il est clair qu'il craignait au contraire ou croyait le monde occidental de mauvaise foi. Il avait vécu longtemps avec le sentiment d'un danger d'agression contre lui. Cet état psychologique, cette espèce de complexe d'infériorité a aujourd'hui disparu. Et, très sincèrement, Messieurs, moi je m'en réjouis. Je m'en réjouis parce que je préfère discuter avec un communiste riche qu'avec un communiste pauvre et discuter avec un communiste qui se sent sûr de lui qu'avec un communiste inquiet ou anxieux. Et si ce complexe d'infériorité qui a été pendant des années la marque de la politique communiste et qui se traduisait par des phrases excessives a disparu, c'est une bonne chose. Je crois aussi que les communistes se trouvent devant certaines nécessités économiques telles qu'ils ne peuvent pas vouloir ou souhaiter la guerre. Nous reconnaissons les progrès accomplis par l'économie soviétique ; nous constatons avec admiration, et quelquefois un peu d'envie, la place qu'ils occupent dans certains domaines. Tout cela est exact, mais nous savons aussi qu'ils sont encore très loin au point de vue social d'atteindre le niveau du monde libre et que pour atteindre ce niveau ils doivent souhaiter une longue période de paix. Et ceci aussi est une des raisons qui ont amené la modification des positions soviétiques dans ces derniers mois.

Enfin, je crois que de plus en plus les communistes comprennent ce qui est une des vérités essentielles de notre temps. C'est que la guerre aujourd'hui est pour ceux qui la font une destruction totale, et, Messieurs, cette destruction serait aussi grande dans le monde communiste que dans le monde capitaliste. C'est une chose dont l'opinion publique, à mon avis,

ne se rend pas encore suffisamment compte, la découverte et l'introduction des armes atomiques a apporté dans ce que l'on appelle, par un étrange rapprochement de mots, « l'art de la guerre », a apporté une révolution sensationnelle et fondamentale. On m'a dit et on m'a redit : « les hommes se battront toujours, parce que les hommes se sont toujours battus ».

Cette explication de l'histoire humaine est trop simple. Il faut se demander pourquoi les hommes se sont toujours battus. La réponse est simple. Parce que, quand les hommes se battaient, il y avait toujours un camp et quelquefois les deux camps qui croyaient qu'ils allaient remporter la victoire, c'est-à-dire qu'ils pensaient sincèrement qu'après une dure épreuve les problèmes qu'ils avaient à résoudre dans la paix seraient plus faciles après cette guerre. Plus personne ne peut croire cela. La notion de victoire militaire, telle qu'elle a existé et telle qu'elle a tenu un rôle dans l'histoire de l'humanité, doit être rayée de notre vocabulaire. Il n'y a plus de victoire militaire. Il n'y a pas un homme, qu'il soit capitaliste ou communiste, qui pense, qui puisse croire que s'il y avait une nouvelle guerre mondiale, après cette guerre les problèmes qu'il aurait à résoudre seraient plus faciles que ceux qu'il affronte aujourd'hui. C'est une nouvelle constatation qui entraîne de nouvelles conséquences. Voilà, semble-t-il, pourquoi peut-être la situation a changé et pourquoi peut-être — vous voyez que je suis assez prudent, — le danger de guerre s'éloigne.

Messieurs, si le danger de guerre s'éloigne, nous devons nous en réjouir pleinement, parce que j'insiste sur ceci, quelle que soit la forme que prendra dans l'avenir le défi communiste, cette forme vaut mieux que la guerre. Ceci dit, et dit avec beaucoup de force, je dois vous avouer que je ne suis pas complètement rassuré sur l'avenir du monde occidental. Aujourd'hui les gens sont si pressés qu'il faut toujours essayer de mettre ses pensées en slogans, en phrases très courtes, qui font balle et qui, parfois, trahissent un peu la réalité des choses. J'ai sacrifié de me soumettre à cette nouveauté et rédigé un slogan que je répète de conférence en conférence, je vous le sou mets, le voici : « Le danger de guerre s'éloigne, tant mieux ; la menace communiste augmente ».

## **MENACE COMMUNISTE ACCRUE**

Je suis réellement convaincu que, si dans les temps qui viennent, nous passons de la guerre froide à la coexistence

pacifique, la menace communiste va augmenter, devenir plus dangereuse et plus difficile à rencontrer.

Messieurs, nous serions inexcusables de ne pas voir les choses comme elles sont. Il faut reconnaître que M. Khrouchtchev ne nous laisse aucune illusion et qu'il a le mérite de la franchise et de la clarté. Il nous a expliqué des dizaines et des dizaines de fois ce qu'était la « coexistence pacifique » et, dans un discours qu'il a fait en revenant de Chine, — où il avait tenu d'ailleurs des propos raisonnables, — en revenant de Chine il a prononcé à Novosibirsk un discours dont les agences ont donné des comptes rendus expliquant de façon claire ce qu'est la coexistence pacifique. « La coexistence pacifique, c'est la lutte économique, sociale et idéologique qui doit être poursuivie jusqu'au triomphe mondial du communisme ». C'est la lutte sous toutes ses formes et dans tous les domaines, sauf, heureusement, le domaine militaire, et si nous ne nous attaquons pas à cette nouvelle tâche, si nous ne voyons pas les conséquences qui en découlent, nous risquons fort, après avoir magnifiquement résisté à la guerre froide, de succomber à la coexistence pacifique. C'est donc dans cette perspective qu'il faut examiner les problèmes qui se posent à notre organisation, problème militaire, politique et problème économique.

En ce qui concerne le problème militaire, la seule chose que je puisse vous dire, c'est : « attention ». Je connais assez le monde occidental pour savoir que, dès que les opinions publiques auront le sentiment vrai ou faux que le danger de guerre s'éloigne, la première de leurs préoccupations sera de diminuer fortement l'effort militaire. C'est incontestablement un problème et, j'ajoute, un danger auquel nous devons faire face. Je n'ai rien d'un militariste acharné, mais je suis absolument certain, que pour le monde occidental, diminuer son effort militaire avant que la situation se soit complètement transformée, serait une insigne folie.

Messieurs, n'oubliez pas, nous venons d'en avoir la preuve, le monde communiste, et plus spécialement la Russie, passe assez facilement de la guerre froide à la coexistence pacifique. Ne vous faites aucune illusion. Si, un jour pour le triomphe du communisme, les Russes croyaient qu'il est nécessaire de remplacer la coexistence pacifique par la guerre froide, ils le feraient avec la même facilité. Et si, en retournant ainsi en arrière et nous replaçant devant cette situation-là, ils nous retrouvaient désarmés et affaiblis, Messieurs, je ne donnerais

pas cher du sort final de l'Occident et de nos possibilités de pouvoir résoudre nos problèmes politiques, comme celui de l'Allemagne et celui de Berlin.

## **NÉCESSITÉ D'UNE POSITION AMÉRICAINE FERME**

A l'heure actuelle dans l'atmosphère que nous avons décrite, il est donc indispensable que les Etats-Unis gardent leur position ferme. Disons les choses franchement. De tous les pays de l'OTAN les Etats-Unis est le pays qui, depuis dix ans, accomplit son effort militaire avec le plus de constance et le plus de fidélité, et il serait fort utile que tous les parlements européens, que toutes les opinions publiques européennes se rappellent de temps en temps les chiffres considérables que les Etats-Unis ont dépensés pour nous permettre de bâtir notre défense. Mais je considérerais comme un véritable désastre si, à l'heure où la politique internationale est hésitante et changeante, les Etats-Unis étaient obligés de déclarer d'une manière ou d'une autre que cela doit être revu. Ce n'est pas le langage qui doit être tenu. Ce que doivent dire les Etats-Unis c'est ceci : voici longtemps que nous faisons un grand effort, voici longtemps que nous faisons dans l'Organisation Atlantique l'effort principal, eh bien, il faut que nos Alliés sachent que cet effort ne pourrait pas continuer éternellement, si les pays de l'Europe refusaient de prendre une part adéquate dans cet effort, qui est un effort collectif. Je crois que c'est là, le langage qui devrait être tenu, et je crois que c'est cela, le langage qui devrait être entendu. Par conséquent, pour le moment, nous devons nous montrer extrêmement prudents et ne pas donner le sentiment que nous versons dans une euphorie enfantine, que nous prenons des désirs pour des réalités, que nous croyons que les problèmes seront définitivement résolus. Non, nous devons accueillir avec satisfaction la solution de certaines difficultés de portée internationale, mais nous devons rester sur nos gardes. Voilà ce que j'avais à dire d'essentiel en ce qui concerne le problème militaire.

## **LA CONSULTATION POLITIQUE**

Est-ce que la nouvelle phase qui s'ouvre dans la politique internationale, change quelque chose aux principes de la consultation au sein de l'Alliance Atlantique ? Messieurs, vous êtes assez au courant des choses pour que je n'aie pas à m'étendre longuement sur le sujet. Dans le domaine de la consultation

politique, les progrès accomplis depuis deux ans au sein de l'Organisation Atlantique ont été considérables. Bien sûr, j'ai toujours pris soin de dire qu'il n'était pas possible d'affirmer que cette consultation politique, que cette nouvelle diplomatie multilatérale qui se fait à quinze était, dès maintenant, un succès complet et assuré. Il faudra encore attendre, j'en suis convaincu, plusieurs années avant de savoir si nous sommes en présence d'un succès ou d'un échec. Je l'ai toujours dit, avant que des méthodes nouvelles de diplomatie soient définitivement instaurées, il peut arriver des revers et des retours en arrière. Je veux bien croire que, de votre côté, vous le savez. Alors que la situation avait été très satisfaisante tout au cours de l'année 1958 et des six premiers mois de 1959, après la Conférence de Genève, pour des raisons que je ne saurais expliquer, les choses se sont détériorées, et certaines décisions ont été prises sans qu'elles aient donné lieu à consultation.

La situation au sein de l'OTAN était ainsi devenue moins satisfaisante, et créait un malaise plus ou moins sensible car l'OTAN est aujourd'hui le seul endroit où il y a une possibilité réelle pour les nations les moins puissantes de faire entendre leurs points de vue et de défendre leurs intérêts. Je crois pouvoir dire, et le dire avec satisfaction, que cette situation s'est améliorée, et notamment que du point de vue de l'OTAN, des arrangements pris en ce qui concerne la Conférence au Sommet occidentale sont satisfaisants. Celle-ci se tiendra immédiatement après une réunion ministérielle de l'OTAN, laquelle sera reprise après la réunion des Quatre, ce qui permettra à tous les pays de l'Organisation Atlantique de participer à la discussion, de faire entendre leurs points de vue et de dire ce qu'ils pensent des événements actuels. Par conséquent, le rétablissement me paraît heureusement effectué.

## **RÉELLES DIFFICULTÉS**

Messieurs, que cette discussion au sein de l'OTAN, que cette diplomatie à quinze présente certaines difficultés, c'est évident. Il ne faut pas le nier. Mais, il ne faut pas non plus exagérer ces difficultés inévitables et, j'ajoute, probablement nécessaires dans une organisation comme l'Organisation Atlantique, qui est une organisation de quinze pays libres. Il serait vraiment extraordinaire que, devant les événements politiques internationaux si importants et si divers qui ne cessent de se succéder, tout le monde d'Oslo à Washington, d'Athènes au Canada, ait la même impression. Ces réunions sont nécessaires pour



permettre d'étudier les problèmes et de prendre des décisions mûrement étudiées et réfléchies en ce qui concerne les relations entre l'Est et l'Ouest. Ainsi en avait-il été de la préparation de la Conférence de Genève et de son déroulement.

Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, qu'il faut continuer en améliorant encore le système. D'ailleurs, nous allons être, à un moment donné, en face de questions dont l'ampleur dépasse les problèmes précis que nous avons discutés jusqu'ici. Ce qui va être discuté lors de la prochaine Conférence au Sommet, ce ne sont plus seulement des questions limitées pour lesquelles certains pays avaient des responsabilités particulières, c'est l'ensemble de problèmes du monde libre en face du monde communiste, sur la conception des rapports entre l'Est et l'Ouest. C'est une question qui n'intéresse pas seulement une puissance ou quelques puissances. C'est une question qui intéresse tout le monde, et tout le monde sur le même pied, au sein de l'Organisation Atlantique.

Cependant, Messieurs, après vous avoir dit que les choses avaient été très bien, puis qu'il y avait eu un petit retour en arrière et que maintenant nous sommes de nouveau repartis dans la bonne voie, je ne voudrais pas que vous pensiez que je me sens du coup, moi, vraiment satisfait et qu'il n'y a pas de problèmes qui se posent. Nous devons avoir le courage — il n'y a pas d'autre mot — le courage intellectuel de nous poser une question.

## **LA CONCEPTION DE L'OTAN DOIT ÊTRE REVUE**

Est-ce que la conception de l'Organisation Atlantique, telle qu'elle est née du Traité de Washington, et telle qu'elle a été défendue dans les dix années qui viennent de s'écouler, est encore suffisante ? Je veux dire par là : Est-ce que cette conception du Traité de Washington, qui n'assurerait une protection qu'à certains territoires européens et d'Amérique du Nord, est-ce que cette conception d'un pacte régional répond encore aujourd'hui aux dangers et à la menace avec lesquels nous sommes confrontés ?

Nous pouvons dire qu'il y a un problème qui se pose dans le monde. En d'autres termes, est-ce qu'il est possible aujourd'hui d'isoler le problème européen ; par exemple, de ceux d'Afrique et du Moyen-Orient ? Eh bien, Messieurs, ma réponse est catégorique et elle est négative. Cela me paraît être une conception tout à fait erronée, étrangement limitée, que de croire

aujourd'hui qu'il suffit d'avoir une claire conception des choses qui se passent en Europe pour résoudre les problèmes qui se posent à nous ; n'envisager que les problèmes en Europe et dans le monde communiste, c'est oublier ceux probablement plus importants qui se posent aujourd'hui en Afrique et dans le Moyen-Orient, et en Asie.

Cette idée que l'OTAN procède d'une conception un peu trop limitée, que l'OTAN de 1959 ne répond plus aux exigences de l'heure comme y répondait l'OTAN de 1949, est une position qui est partagée par plusieurs gouvernements et par plusieurs hommes politiques, et qui très certainement est la position du gouvernement français. Voyez-vous, quand un gouvernement nous dit : « votre conception, la conception première de l'OTAN doit être revue et doit être élargie » ; et quand un pays comme la France dit : « j'ai des intérêts au moins aussi importants en Afrique qu'en Europe » personne ne peut les contredire, et quand la France ajoute : « l'OTAN ne m'apporte aucune aide à la solution de ces problèmes qui se posent pour moi dans le monde », c'est la vérité. Par conséquent, même si cette position peut paraître à première vue hostile, ceux qui aiment l'OTAN, au lieu de rejeter le problème, doivent se pencher dessus et essayer de le résoudre. Je crois qu'on peut le résoudre, et il me semble que, sans modifier le Traité et sans demander à aucun pays des engagements militaires nouveaux dans le cadre global de l'Alliance, nous devrions essayer de rendre plus systématique notre consultation politique concernant certaines régions du monde. Je crois que c'est un système qui pourrait être mis debout et qui pourrait rencontrer la position de ceux qui demandent un élargissement de notre horizon géographique.

## **PRIORITÉ AUX PROBLÈMES ÉCONOMIQUES**

Messieurs, quelle que soit l'importance des problèmes politiques et des problèmes militaires qui se posent, si l'hypothèse que j'ai examinée tout à l'heure est la vraie, et si nous entrons dans une période que nous appellerons de « coexistence pacifique », indiscutablement la priorité va être donnée aux problèmes économiques. Laissez-moi vous dire que je ne vois pas cela sans une certaine inquiétude, car s'il est relativement facile de mobiliser les forces occidentales pour faire face à une agression éventuelle, je crois qu'il est extrêmement difficile de mobiliser les forces occidentales pour établir une politique économique coordonnée.

Si je pouvais encore vous présenter un slogan, je vous dirais : « le nationalisme économique est aujourd'hui le dernier refuge de tous les égoïsmes et de toutes les illusions », et j'en suis convaincu quand je pense à notre propre expérience à l'OTAN. Même sur le plan militaire nous n'avons pas réussi à créer une vraie solidarité économique. Depuis dix ans le problème de la standardisation de nos armements est posé et n'est pas résolu. Nous avons eu de modestes succès. Ils ont été plus grands ces dernières années, quand il s'est agi de nous entendre pour fabriquer en commun certaines armes modernes. Mais l'exemple le plus typique de l'impossibilité où nous sommes d'arriver à de tels accords c'est de voir que certains pays comme la France sont forcés aujourd'hui de refaire des expériences, de découvrir aujourd'hui ce qui l'a été depuis dix ans par d'autres. Je ne critique ni la France, ni les États-Unis, ni l'Angleterre. Je ne cherche pas ici à savoir qui a raison. Je constate qu'il y a une dilapidation d'efforts intellectuels et de richesses qui force à réinventer, en Europe, ce qui a déjà été découvert aux États-Unis, pendant que la même politique empêche les États-Unis de confier à leurs amis des secrets que leurs ennemis connaissent déjà. Je ne puis pas ne pas être épouvanté quand je songe que c'est sur ce terrain de la coordination économique que va probablement se dérouler l'essentiel de la lutte entre le monde communiste et le monde libre. Messieurs, le monde libre est très fort. J'ai confiance en lui. Je ne partage nullement la conviction de M. Khrouchtchev à savoir que ses méthodes économiques doivent triompher et que le triomphe du communisme universel est une fatalité. M. Khrouchtchev a d'ailleurs fait des progrès. Il a déjà reconnu que la guerre n'était plus une chose inévitable. Mais sur les possibilités du régime que les théoriciens communistes continuent de qualifier de capitaliste, je suis convaincu qu'ils sont dans l'erreur la plus complète. Ils n'ont pas réalisé le changement qui depuis cent ans s'est produit dans le monde, dans les rapports des classes, aussi bien aux États-Unis et au Canada qu'en Europe, et ils se méprennent étrangement sur les possibilités du régime capitaliste évolué. La justice sociale reste le grand objectif de notre temps, et cette justice sociale peut être atteinte sans que l'on doive recourir aux méthodes dictatoriales et arbitraires du communisme.

## **MENACE SUR LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS**

Mais si j'ai pleine confiance dans nos possibilités, nous ne devons pas sous-estimer la force de nos adversaires, ni en

mésestimer la menace s'ils portent leur offensive sur les pays sous-développés. Le monde occidental est à l'abri, du moins dans sa plus grande partie, de la tentation communiste. Il n'en est pas de même dans le monde sous-développé où les méthodes du communisme ne se heurtent pas aux mêmes traditions, au même désir de liberté et de démocratie. N'oubliez pas que dans le monde où les communistes vont déclencher leur offensive, toutes les forces du communisme sont mises au service des buts politiques qu'ils veulent atteindre.

Il n'en est pas ainsi chez nous. La concurrence reste la règle d'or à l'intérieur de nos pays et reste, hélas, trop souvent la règle d'or aussi de nos pays entre eux dans leurs relations avec les pays sous-développés. C'est méconnaître et mésestimer la force considérable que représentent dans ces conditions, les méthodes communistes. Or, ce problème des pays sous-développés, c'est le grand problème de l'avenir immédiat et, Messieurs, au risque peut-être de froisser certains d'entre vous, je dirai que ce problème des pays sous-développés ne doit pas être envisagé comme un problème d'ordre moral, comme un problème d'ordre sentimental, mais au contraire comme un problème d'ordre politique qui doit être traité d'une manière réaliste.

Je suis de plus en plus frappé de l'analogie qui existe entre les revendications des pays sous-développés aujourd'hui et les revendications ouvrières en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Alors, c'était le problème des revendications de la classe pauvre contre la classe riche ; aujourd'hui c'est la revendication des pays pauvres contre les pays riches. C'est le même problème de production et de répartition de richesses et pas plus qu'en Europe on a pu régler ce problème par la charité et le paternalisme, pas davantage ces méthodes nous permettront-elles de régler le problème des pays sous-développés. Messieurs, comment peut-on le régler ?

## **POUR UN « PLANNING » ÉCONOMIQUE**

Une façon consisterait à promouvoir un grand mouvement d'abnégation collectif, une sorte de nuit du 4 août, chacun de nous abandonnant une partie de son standard de vie pour venir au secours des pays sous-développés. Je voudrais bien qu'on soit capable d'accomplir un tel geste. Mais, je n'ai aucune illusion à cet égard car personne dans aucun pays du monde libre n'est disposé à sacrifier 10 % de son revenu ou de son

standard de vie au profit des pays sous-développés. Il faut donc trouver autre chose. Et quoi ? Il faut trouver dans le monde libre de meilleures formes de production. Il faut mettre fin à un gaspillage éhonté et il faut que les pays du monde libre acceptent un « planning intelligent », une coordination de leurs économies. En réalité, Messieurs, au moment où nous entrons dans cette période de coexistence pacifique et au moment où nous acceptons d'examiner ce problème économique, qui va devenir peut-être et probablement le problème essentiel, il faut remettre de l'ordre dans l'économie du monde libre tout entier. Et ce ne sont pas les problèmes qui manquent. Il y a en Europe la rivalité des Six et des Sept ; il y a la confrontation des intérêts de l'Europe, en général, au point de vue commercial, et de ceux des Etats-Unis et du Canada. Il y a le problème de l'aide que les Etats-Unis d'Amérique continuent à apporter aux pays d'Europe. Il y a le problème des pays sous-développés et il y a cette absolue nécessité, enfin, de mettre en commun certain travail de recherche scientifique pour nous permettre de rattraper notre retard, car nous sommes en retard dans certaines matières, ce n'en est que trop évident.

Messieurs, il y a deux ans, après le succès du premier Spoutnik, M. Macmillan est venu à Washington y rencontrer le Président Eisenhower et les deux hommes d'Etat ont publié un communiqué dans lequel ils ont dit que l'avenir de leurs deux pays — et il est bien certain qu'ils voyaient au-delà de leurs deux pays, — que l'avenir de tout le monde libre n'était plus dans l'indépendance économique mais qu'il était dans l'interdépendance. C'était, il y a deux ans, encore une prédiction et c'est aujourd'hui une vérité. Mais, il est grand temps que l'on sorte des mots et des discours pour aborder les problèmes et les résoudre enfin.

## **L'HEURE DES MIRACLES A SONNÉ**

Et je me demande si une nouvelle grande occasion ne se présente pas pour les Etats-Unis. Voyez-vous, Messieurs, deux fois, et nous ne l'oublions jamais en Europe, deux fois depuis la fin de la guerre, je ne parle pas de la contribution des Etats-Unis à la libération du monde libre, les Etats-Unis ont sauvé le monde. Une fois avec le plan Marshall en permettant la reconstruction de l'Europe ruinée, une autre fois avec l'OTAN en assurant une protection contre une agression éventuelle. L'heure des miracles a sonné et il faut prendre de nouvelles initiatives importantes et spectaculaires pour remettre de l'ordre

dans l'économie du monde libre. Ce problème entier doit être étudié et examiné, et je suis convaincu que si nous sommes d'accord sur la conception politique, que si nous sommes d'accord sur l'appréciation politique des choses, les méthodes et les solutions techniques doivent et peuvent être trouvées. En réalité, pendant dix ans, c'est la nécessité de l'Alliance militaire qui a été le ciment de l'Alliance Atlantique. Très probablement, dans les années qui viennent, si le danger de guerre s'éloigne, il faudra remplacer ce ciment et à mon avis peut-être qu'une politique commune sera le ciment qui tiendra ensemble le monde libre. C'est dire, Messieurs, que nous nous trouvons devant un problème passionnant mais dangereux. Je voudrais que l'on me comprenne bien. Nous ne devons pas regretter un seul instant tout ce qui a été fait depuis 1949 ; au contraire en 1949 nous avons pris des décisions qui sont des décisions excellentes et l'OTAN, pendant dix ans, en face de certaines menaces et de certains dangers, a été une construction extrêmement utile. Il ne s'agit pas de détruire quoi que ce soit. Il ne s'agit pas de diminuer notre défense militaire. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance de nos consultations politiques. Tout ce qui a été fait doit être maintenu, tout ce qui a été fait doit être amélioré mais il s'agit maintenant d'ajouter des activités nouvelles. La collectivité atlantique ne peut vivre que si l'organisation garde une souplesse exemplaire. Il faut en politique étrangère avoir le courage à certains moments de changer ses positions, car il faut s'adapter aux problèmes nouveaux. Les problèmes qui se posent à nous aujourd'hui sont importants et particulièrement difficiles à résoudre et pour cela ils exigent de la part des gouvernements beaucoup d'énergie et de volonté. Vous savez très bien que les gouvernements ne peuvent pas agir s'ils n'ont pas l'appui de l'opinion publique. C'est donc à vous parlementaires de l'OTAN d'être les « leaders » de cette opinion publique.



